

Daniel Cirera* - Paris. - 22 mai 2019. - La France n'échappe pas au climat d'incertitude - d'inquiétudes - qui pèse sur le résultat de scrutin du 26 mai. Les premières élections nationales deux ans après l'élection de Macron à la présidence de la République se déroulent sur fond de crises. Crise sociale, et politique, en France, marquée par le mouvement des Gilets jaunes. Crise de la politique qui a fait exploser le système partidaire traditionnel aux élections de 2017. Crise existentielle de la construction européenne.

Le scrutin de liste, à un tour et à la proportionnelle, est favorable à la consolidation de la recomposition macronienne sur l'effondrement des forces qui ont dominé la vie politique sous la 5^e République, et le dépassement du clivage droite/gauche. La droite peine à stabiliser son électorat. Celui-ci hésite entre le ralliement à Macron, sur le centre-droit, et la séduction de la sirène Lepeniste, surfant sur le thème du rejet nationaliste de l'Europe et agitant la « menace de l'immigration ». Dans la gauche et l'écologie aucune force ne semble - aujourd'hui - émerger au-dessus des 10%. Et la stratégie de Macron en copié-collé du 2^e tour de la présidentielle place l'extrême-droite conquérante au cœur du dispositif.

La question est posée des conséquences politiques et directement électorales du mouvement des « Gilets jaunes ». Quels que soient ses développements, il a exprimé des frustrations et des attentes qui travaillent la société depuis de longues années. Il indique une résistance profonde aux réformes néolibérales, et qui convergent avec d'autres luttes - y compris écologiques - dans l'attachement au service public, dans l'exigence de justice sociale et fiscale, et d'une véritable démocratie. Une majorité de l'opinion se reconnaît toujours dans ces thèmes. En ce sens il a modifié le paysage social et politique, jusqu'à imposer des reculs à Macron. Pourtant on ne perçoit pas aujourd'hui une expression propre du mouvement pour les élections. Les tentatives de listes autonomes ont avorté. Plusieurs listes ont intégré des porteurs du gilet jaune. Les populistes, à droite comme à gauche s'en revendiquent sans que cela change les rapports de force. Ce qui est certain, c'est que le moment électoral est sous la pression de ce qui a bouleversé le pays depuis l'automne.

Macron veut en faire un moment de sa relégitimation, y compris dans une dimension européenne, en enfermant le débat en un duel entre « progressistes » et nationalistes ». En miroir, Marine Le Pen, avec ses alliés, oppose la confrontation binaire entre « mondialistes » et « patriotes ». L'enjeu du vote porterait donc sur celui qui arrivera en tête. En prétendant évacuer le débat pluraliste sur le devenir de l'Europe, le pari de Macron est lourd de graves conséquences. Prétendre faire du vote Macron le vote anti-Le Pen, et ouvert sur l'Europe, c'est de fait ouvrir un boulevard à l'ambition du populisme d'extrême-droite de fédérer les mécontentements et les ressentiments en France et en Europe.

C'est donc un défi pour la gauche que d'apporter une réponse à la critique de la construction libérale actuelle, et de montrer qu'il y a une alternative de progrès aux choix ultra-libéraux du « président des riches ». La question sera posée avec force au lendemain

du 26 mai. Pour ces élections, la présence de plusieurs listes, alors que personne n'émerge vraiment, désarçonne les électeurs. Des discussions avaient été engagées entre les communistes et Benoit Hamon, confrontés à la barre des 5% pour obtenir des élus. Elles n'ont pas abouti. L'objectif électoral, même si les programmes pouvaient converger, n'a pas été suffisant. Un regard lucide permet de comprendre que le type d'élection, à la proportionnelle, ne favorise pas les coalitions. Même si on le regrette. En outre, l'histoire des rapports à l'Europe, aux traités, comme de l'appartenance à des groupes différents compliquaient la situation, sans que ce soit insurmontable.

Jean-Luc Mélenchon voulait faire de ces élections un référendum anti-Macron et un moment du « rassemblement du peuple au-delà du clivage droite/gauche », en s'appuyant sur son résultat à la présidentielle. Pour ces élections il s'est heurté au choix stratégique d'Emmanuel Macron, et surtout aux contradictions du « populisme de gauche ».

Les écologistes d'EELV, conduits par Yannick Jadot, ont décidé de leur côté de faire cavalier seul, en ignorant la main tendue par les socialistes. Ils ne bénéficient pas, contrairement aux autres pays, de la poussée de l'exigence écologiste, contre le réchauffement climatique. Le Parti socialiste, quant à lui, n'arrive pas à trouver un nouvel élan après son effondrement en 2017.

« La surprise vient de Ian Brossat, la tête de liste communiste » comme le découvre Libération, et la presse en général. Le Monde parle des « bonnes ondes des communistes ». Le journal populaire Le Parisien lui consacre une page très positive. A 38 ans, cet agrégé de lettres, assumant sans complexe un « communisme » moderne, a étonné. Adjoint au logement de la Maire de Paris Anne Hidalgo, il occupe un poste important et exposé. Sa visibilité dans le traitement du logement social, le blocage des loyers, l'accueil des migrants et des réfugiés, les mesures prises contre Airbnb, ont été un bon tremplin pour occuper l'espace politique. On lui reconnaît une grande clarté dans l'expression, les idées et les propositions pour changer les politiques européennes, face aux politiques libérales. Il partait avec un handicap. Le Pcf est absent depuis 10 ans de la présidentielle, qui est, on le sait, le moment le plus structurant de la vie politique dans la 5^e république. Crédité au départ de 2%, il a progressé au fil de ses interventions, et de ses meetings grâce à plusieurs dynamiques: la qualité de ses prestations dans les médias, la reprise de confiance des militants s'impliquant de plus en plus fortement dans la campagne, la qualité de sa liste « l'Europe des gens » www.europedesgens.fr et de ses soutiens. Ainsi la deuxième de liste est une ouvrière du textile, protagoniste du film très populaire de François Ruffin « Merci patron » mettant en cause les pratiques de Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH, Bernard Arnault. L'objectif des 5% est apparu atteignable.

Au nom des enjeux, immédiats et à venir, Ian Brossat s'est refusé à toute polémique à gauche, insistant au contraire sur la nécessité de se retrouver pour discuter au lendemain

du 26 mai. Le résultat de dimanche pèsera, comme les rapports de force à l'échelle européenne. 3 Beaucoup se joue dans les derniers jours. Avec un élément d'incertitude supplémentaire, le niveau de l'abstention, estimé à ce jour autour de 55 et jusqu'à 60%.

*est spécialiste des questions européennes